



Pouvoir Adjudicateur :

**Université de Bretagne Occidentale
Présidence - Service de la Commande Publique
3, rue des Archives - C.S. 93837
29238 BREST CEDEX 3**

Marché de travaux N°2025-116 MPA

C.C.A.P.

**Travaux de démolition et désamiantage du bâtiment I UFR
Sciences de l'UBO**

SOMMAIRE

<i>Article 1^{er} : Objet du contrat - dispositions générales.....</i>	<i>1</i>
<i>Article 2 : Prix du contrat.....</i>	<i>1</i>
<i>Article 3 : Modalités de règlement des comptes.....</i>	<i>3</i>
<i>Article 4 : Clause d'insertion professionnelle</i>	<i>6</i>
<i>Article 5 : Délai d'exécution.....</i>	<i>7</i>
<i>Article 6 : Pénalités.....</i>	<i>9</i>
<i>Article 7 : Sécurité et protection de la santé.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 8 : Protection du travailleur et conditions de travail</i>	<i>11</i>
<i>Article 9 : Préparation, coordination et exécution des travaux.....</i>	<i>12</i>
<i>Article 10 : Implantation des ouvrages.....</i>	<i>13</i>
<i>Article 11 : Études d'exécution et cellule de synthèse.....</i>	<i>13</i>
<i>Article 12 : Gestion des déchets de chantier.....</i>	<i>14</i>
<i>Article 13 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....</i>	<i>14</i>
<i>Article 14 : Réception des travaux.....</i>	<i>14</i>
<i>Article 15 : Garanties et assurances</i>	<i>15</i>
<i>Article 16 : Résiliation du contrat</i>	<i>15</i>
<i>Article 17 : Clauses complémentaires.....</i>	<i>16</i>
<i>Article 18 : Droit et langue</i>	<i>16</i>
<i>Article 19 : Dérogations aux documents généraux.....</i>	<i>16</i>

Article 1^{er} : Objet du contrat - dispositions générales

1-1 Objet du contrat

Les dispositions de ce présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent le marché de travaux de déconstruction du bâtiment I de l'UFR Sciences

Ce bâtiment est situé à l'UFR SCIENCES et TECHNIQUES

6 Avenue Le Gorgeu 29200 BREST

Parcelle(s) concernée(s) par le projet : **CK 0181**

1-2 Structure et forme du contrat

Le contrat est passé en procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

Le contrat fait référence au CCAG Travaux, approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021.

Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de ce marché.

Les prestations sont décomposées en un lot unique

1-3 Pièces constitutives du contrat

Les pièces contractuelles du contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Le détail du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021.
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux,
- Le mémoire technique du candidat

1-4 Intervenants

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'*Université de Bretagne Occidentale*, représentée par le Président de l'Université de Bretagne Occidentale.

Adresse et coordonnées :

Présidence de l'UBO
3, rue Matthieu Gallou
CS93837
29238 Brest Cedex 3
Téléphone : 02 98 01 60 11
Courriel : daj.commandepublique@univ-brest.fr

La maîtrise d'œuvre est assurée par la *Direction Patrimoine de l'Université*

La coordination S.P.S. sera réalisée par :

SOCOTEC

Agence Construction Brest
180 Rue de KERERVERN Zac de KERGAREDEC III
29490 GUIPAVAS

Article 2 : Prix du contrat

2-1 Caractéristiques des prix

Le marché est conclu sur la base d'un prix forfaitaire.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en tenant compte :

- des sujétions d'exécution précisées dans le CCTP ;
- des dépenses liés aux mesures engendrées par l'élimination des déchets conformément à la démarche SOSED (Schéma d'Organisation de Suivi et d'Elimination des Déchets) ;
- du fait que sont considérées comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites mentionnés au présent CCAP ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le plan de prévention et les préconisations du CPSP ;
- des dépenses d'équipement et de fonctionnement du chantier à la charge du lot (au présent CCAP);

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Le règlement du prix des ouvrages et travaux non prévus s'effectuera dans les conditions prescrites à l'article 13 du CCAG.

Les décomptes seront réglés sous prix provisoires arrêtés par le Maître d'œuvre après consultation de l'entrepreneur.

Les prix définitifs feront l'objet d'un avenant, signé par les deux parties permettant de régler le décompte final.

2-2 Modalités d'actualisation des prix

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (indices parus au J.O., à la date limite de remise des offres);

Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

En cas de négociation avant notification du marché, le mois zéro sera celui de la dernière remise d'offre, avec les indices parus au J.O à cette date.

Si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date ou le mois d'établissement des prix figurant au marché et la date de début d'exécution des prestations (y compris période préparatoire) fixée par la date de notification du marché pour la tranche ferme et par ordre de service pour les tranches optionnelles, il y aura actualisation de ce prix.

Cette actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à la date du début d'exécution des prestations.

Les index nationaux de référence choisis en raison de sa structure dans l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché sont les suivants :

Index (Id)	Description	Poids (en %) sur le marché (C)
		Lot unique
BT01	Travaux tous corps d'état	100%

Ces index sont disponibles sur le site Internet de l'INSEE ou au Moniteur des Travaux Publics.

Formule d'actualisation des prix si le délais d'exécution est supérieur à 3 mois:

$$P = PO \times (I / IO) \text{ avec :}$$

PO = prix initial du marché hors TVA.

P = prix actualisé hors TVA.

IO = valeur d'index du mois d'établissement du prix (dernière offre en cas de négociation).

I = dernière valeur du même indice publiée

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Les révisions de prix seront payées au(x) seul(s) titulaire(s).

Aucune somme issue des révisions de prix ne sera versée aux éventuels sous-traitants

Article 3 : Modalités de règlement des comptes

3-1 Présentation des demandes de décompte mensuel

Le titulaire adresse son projet de décompte conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Les acomptes seront réglés mensuellement.

Le mode de règlement choisi par l'Université de Bretagne Occidentale est le virement administratif.

Contenu du projet de décompte mensuel

Le projet de décompte est daté, il mentionne les références du contrat ainsi que :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du contrat ;
- Le numéro du bon de commande
- La date de facturation.
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La nature des prestations exécutées ;
- Les quantités facturées précédemment
- Les quantités facturées pour le mois
- Les quantités facturées cumulées
- L'avancement cumulé en %
- Le montant facturé pour le mois en cours
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC
- Le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Le projet de décompte est envoyé au maître d'ouvrage via Chorus Pro, et une copie par mail sera adressée simultanément à l'adresse suivante :

secretariat.patrimoine@univ-brest.fr

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des projets de décompte

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du contrat, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Les intérêts moratoires seront appliqués conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Acceptation du projet de décompte par le pouvoir adjudicateur :

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte.

Le Maître d'œuvre arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans le projet de décompte, il le notifie au titulaire.

L'ordonnateur de la dépense est le Président de l'Université de Bretagne Occidentale.

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de l'Université de Bretagne Occidentale.

Solde

Après constatation de l'achèvement des travaux, le titulaire adresse au Maître d'œuvre une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final qui peut correspondre, en l'absence d'acompte, à la totalité du montant du marché.

Décompte général - État du solde

Le titulaire établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par la personne publique ;
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde.
Ce montant est égal à la différence entre le décompte final et le décompte immédiatement antérieur ;
- d) L'incidence de la TVA
- e) L'état du solde à verser au titulaire du marché.
Ce montant est égal à la somme des postes c) et d) susmentionnés ;
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser
Cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le projet de décompte général devient le « décompte général » après acceptation et visa par le maître d'œuvre et par le maître de l'ouvrage

3-2 Conditions de paiement

- Adresse de remise des demandes de paiement :

Direction des Affaires Financières
Présidence de l'UBO
3, rue Matthieu GALLOU - CS93837
29238 Brest cedex 3

Modalités de facturation : via CHORUS PRO

- Comptable assignataire des paiements :

M. l'Agent comptable de l'Université de Bretagne Occidentale
Présidence de l'UBO - Agence comptable
3, rue Matthieu GALLOU - CS 93837
29238 Brest cedex 3

3-3 Paiement des co-traitants et des sous-traitants acceptés par le Maître d'Ouvrage

Modalités de paiement des co-traitants :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du C.C.A.G.- Travaux.

Modalités de paiement des sous-traitants acceptés par le Maître d'Ouvrage :

La déclaration de sous-traitance (DC4), précise tous les éléments des articles R2193-14 à R2193-21 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Modalités de paiement des sous-traitants directs :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du contrat, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

3-4 Clauses de financement et de sûreté

Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements. Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Avance :

Conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire si la demande est renseignée dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial d'une commande est supérieur à 50 000 €.HT **et** dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du montant de la commande, y compris dans le cas où sa durée est supérieure à 12 mois. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 10%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Conformément à l'article R2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées à l'article R2193-17 et suivants du code de la commande publique.

Article 4 : Clause d'insertion professionnelle

En application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, le lot n°01 de cette consultation contient les conditions d'exécution ayant pour objet l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et la lutte contre le chômage.

Le nombre minimum d'heure insertion à réaliser sera de :

La proportion de la part de « main d'oeuvre » réservée au public éloigné du milieu de l'emploi est de 5 % du nombre d'heures total nécessaire à la réalisation des prestations.

La détermination du nombre d'heures d'insertion est effectuée par le maître d'ouvrage.

Le nombre d'heures d'insertion annuel d'un accord-cadre mono-attributaire à bon de commande sans montant minimum est calculé de la façon suivante :

Heures insertions = (Montant dépenses annuelles*0,65*0,449*0,05) / 38,70

65 % du montant moyen des dépenses sur le montant du marché soit pour le présent marché le montant des dépenses est de 125 000 euros

Multiplié par : Le pourcentage de dépenses de main d'oeuvre provenant de l'indice **BT 01 (44,9%)**

Multiplié par : 5 %

Divisé par : 38,70 € (*Coût horaire moyen de main d'oeuvre*)

<i>Désignation du lot</i>	<i>Heures d'insertion à réaliser</i>
Curage désamiantage démolition	47 heures

Public concerné

Les publics visés par cette clause sont les suivants :

- les personnes bénéficiaires du RSA et des autres minimas sociaux,
- les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur au BEP/CAP), ou en reconversion
- les demandeurs d'emplois remplissant la condition d'inscription à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois dans les 18 derniers mois.
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Economique)

La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures d'insertion :

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause d'insertion dans un contrat reste éligible au dispositif de la clause d'insertion, pour une durée de 24 mois maximum. Au-delà de 24 mois, les heures réalisées par cette personne ne pourront plus être comptabilisées au titre de la clause d'insertion.

Mesure à la disposition des entreprises

Les entreprises ont le choix entre 4 possibilités :

- le recrutement direct en CDI, CDD, Contrat d'apprentissage (sous condition de reconversion) ou de professionnalisation (embauche directe ou par l'intermédiaire d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification - G.E.I.Q.)
- la sous-traitance ou la co-traitance avec une entreprise d'insertion,
- le recours à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.) ou une association de mise à disposition de personnel (Association Intermédiaire)
- le recours à une solution mixte regroupant plusieurs solutions précédentes.

La mutualisation d'heures d'insertion pour répondre aux clauses d'insertion des contrats lancés par différents maîtres d'ouvrage est possible sous conditions.

Si le titulaire du contrat présente un sous-traitant, la clause d'insertion sera activée sous sa responsabilité et en partenariat avec les structures locales d'insertion.

L'entreprise titulaire du contrat a un rôle :

- Accueil et accompagnement des bénéficiaires de l'action d'insertion,
- Formation au dispositif de sécurité lié à l'activité,
- Transmission des savoir-faire liés aux tâches confiées,
- Suivi régulier des bénéficiaires.

Pendant la durée du contrat, l'entreprise s'engage à faciliter les contacts entre les partenaires et à permettre l'évaluation de l'action d'insertion par le maître d'ouvrage.

Avant l'échéance du contrat, elle s'engage également à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion, en collaboration avec l'organisme chargé du suivi de l'action d'insertion professionnelle.

En cas de reconduction du contrat, l'entreprise devra s'acquitter du nombre d'heures d'insertion minimum prévu par le contrat initial.

Lors de la reconduction, le maître d'ouvrage adressera à l'entreprise une annexe à l'acte d'engagement « Action d'insertion professionnelle » qui devra être retournée dûment complétée et signée.

L'entreprise pourra choisir parmi les 4 mesures prévues dans le présent document pour mettre en œuvre l'action d'insertion.

Dispositions relatives à la remise des plis

Les candidats n'ont pas à remplir de documents spécifiques relatifs à l'action d'insertion professionnelle au stade de la remise des plis car l'action d'insertion constitue une condition d'exécution du contrat et non pas un élément de l'offre.

Les modalités détaillées de mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle sont déterminées uniquement lors de la phase de mise au point du contrat.

Seul le titulaire pressenti sera tenu de renseigner une annexe à l'acte d'engagement « Action d'insertion professionnelle », lors de la phase de mise au point du contrat.

Dans cette annexe « Action d'insertion professionnelle » le titulaire indiquera les modalités de réalisation de l'action d'insertion (embauche directe, recours à une entreprise de travail temporaire...) et désignera le référent chargé du suivi de l'action au sein de l'entreprise.

Cette annexe est disponible sur demande auprès du ***service de la commande publique de l'Université***

Suite à l'attribution du contrat et préalablement à sa signature et sa notification, le titulaire pressenti recevra par mail l'annexe à l'Acte d'Engagement, relative à l'action d'insertion professionnelle.

Il disposera alors d'un délai de 10 jours francs, à compter de sa réception pour retourner cette annexe, renseignée et signée à la Collectivité. A défaut de la fourniture de cette annexe dans le délai indiqué ci-dessus, l'offre sera rejetée, sans mise en demeure. Le candidat classé second pourra se voir attribuer le contrat.

Contrôle de l'application de la clause d'insertion professionnelle - Sanctions

Le maître d'ouvrage s'assurera par tout moyen à sa convenance de la conformité de l'exécution de la clause d'insertion professionnelle.

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du contrat, le chargé de mission « Clause insertion professionnelle » veillera au respect des engagements de l'entreprise.

La nature et les modalités de transmission des pièces justificatives sont précisées lors de la mise au point du contrat.

En cas de difficultés à remplir son engagement en matière d'insertion professionnelle, l'entreprise devra prendre l'attache du chargé de mission « clause insertion professionnelle » qui étudiera avec elle les moyens à mettre en œuvre pour lui permettre de répondre à ses obligations.

En cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la clause insertion, s'agissant d'un manquement à ses obligations contractuelles, le titulaire du contrat se verra appliquer une pénalité correspondante au nombre d'heures d'insertion prévues par le contrat et non réalisées multiplié par 2 et par le SMIC horaire charges incluses.

En cas de non-respect des obligations relatives à l'exécution de la clause d'insertion, le titulaire du contrat encoure les pénalités prévues à l'article 6-2 du présent CCAP.

Article 5 : Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux définis dans ce présent contrat.

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

Il démarre à la date de l'ordre de service adressé au titulaire commençant le premier l'exécution des travaux.

5-1 Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG : Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à **4 jours**.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité, limite et durée
Pluie	5 mm par jour et pendant 2 jours
	À l'appréciation du maître d'œuvre Lors de l'application des matériaux sensibles.
Gel	0°C pendant 4 jours
	À l'appréciation du maître d'œuvre Lors de l'application des matériaux sensibles.
Vent	Supérieur à 60 km/h

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique officielle la plus proche.

L'entreprise devra présenter les justificatifs permettant de faire valoir les prolongations de délais ou arrêts et reprises de travaux.

5-2 Ajournements

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 53.1 du CCAG Travaux, il est précisé que la décision d'ajournement doit être prise expressément par le seul maître d'ouvrage.

Ne peuvent par ailleurs pas être qualifiés d'ajournement :

- Les arrêts prononcés par la maîtrise d'ouvrage suite à une demande en ce sens des entreprises qui visent juste à « prendre acte » de cette demande.
- La période d'arrêt antérieure à la date de la décision d'ajournement.
- Le cas de suspension visé à l'article 53.3 du CCAG Travaux.
- Au titre de l'indemnité d'ajournement, ne pourront être prises en compte que les dépenses suivantes, dûment justifiées et n'ayant pas fait l'objet d'une prise en charge même partielle par l'Etat :
 - De coûts liés aux mesures conservatoires nécessaires pour protéger les travaux exécutés, ainsi que des frais de garde du chantier (palissade, gardiennage...).
 - De coûts liés aux matériaux et consommables qui ont été approvisionnés sur le chantier, et qui ne sont pas réutilisables sur le chantier (stockage, transport sur un autre chantier, perte, revente avec perte...).
 - De coûts liés aux personnels et aux matériels immobilisés sur le chantier, dans la limite de la possibilité de les réaffecter ailleurs.
- Si le marché ne prévoit pas de clause de révision de prix, de coûts liés aux variations économiques durant l'interruption, justifiant l'actualisation du ou des prix.
- De frais financiers supplémentaires (frais de découvert bancaire, extension des frais de caution et d'assurance...).
- De la non-couverture des frais généraux.
- En cas de résiliation du marché uniquement : du manque à gagner (bénéfice que l'entreprise était en droit d'attendre si le marché avait été entièrement exécuté).

5-3 Force majeure

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'événement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du marché (prolongation des délais, non application des pénalités de retard).

Conformément à l'article 17 du CCAG Travaux, l'indemnisation du titulaire sera donc limitée aux seules pertes matérielles directement provoquées par le cas de force majeure.

Est ainsi notamment exclue la prise en charge de :

- Frais de garde
- Manque à gagner,
- Pertes engendrées par les immobilisations de matériel et de personnel provoquées par la désorganisation du chantier.

Article 6 : Pénalités

6-1 Pénalités relatives à l'exécution des travaux

Les pénalités telles que définies par la suite seront appliquées et seront définitives, sauf pour les cas particuliers indiqués.

Par dérogation au C.C.A.G. Travaux article 19.2 .1, même si le montant total des pénalités ne dépasse pas 1 000 € H.T., ces dernières seront dues.

Les pénalités résultant d'une défaillance du sous-traitant seront appliquées au titulaire du marché

Pénalité forfaitaire : Absence à la visite d'inspection commune préalable Suite à convocation du coordonnateur S.P.S.,
250.00 € HT par absence.
Pénalité journalière : Retard dans la communication du PPSPS
250.00 € HT par jour de retard.
Pénalité journalière : retard sur non-respect des consignes S.P.S., hygiène et sécurité sur le chantier, notifiées sur le compte-rendu du coordonnateur S.P.S.,
250.00 € HT par jour de retard.

Pénalité journalière : retard sur planning contractuel	
Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du marché HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du marché HT avec un minimum de 1000€.

Toutefois, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité, de résorber/restituer les pénalités de « retard sur planning contractuel » dans les conditions prévues à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux.

Par ailleurs, le titulaire du contrat ne pourra pas se voir infliger des pénalités de retard dans le cas où le retard dans l'exécution des travaux fait suite, soit à l'absence de réponse aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) des exploitants de réseaux, soit à l'arrêt des travaux après la constatation d'une différence notable entre l'état du réseau et les plans fournis par les exploitants de réseaux, soit du fait d'une autre entreprise dans le cas d'une opération allotie ou de l'Université.

Pénalité journalière : retard sur les plans de réservation, plans de calepinage, notes de calcul et autres documents nécessaires aux dimensionnements des ouvrages et/ou à leur validation par le maitre d'ouvrage/maitre d'œuvre
--

Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du marché HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du marché HT avec un minimum de 1000€.

Pénalité journalière : retard sur la transmission des documents nécessaires à la tenue des OPR	
Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du marché HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du marché HT avec un minimum de 1000€.

Pénalité journalière : retard sur la transmission des Dossier des Ouvrages Exécutés	
Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du marché HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du marché HT avec un minimum de 1000€

Pénalité forfaitaire : Absence aux réunions de chantier et/ou aux réunions de synthèse
350.00 € HT par absence.

En cas d'impossibilité d'être présent le correspondant désigné au sein de l'entreprise titulaire se fera représenter par une personne de l'entreprise au fait du ou des sujets à traiter en séance.

Pénalité journalière : Défaut de nettoyage quotidien.,
100.00 € HT par jour de retard.
Pénalité journalière : Défaut de nettoyage de fin de chantier.
250.00 € HT par jour de retard.

En cas de carence sur la bonne tenue du chantier (absence du nettoyage du chantier et des zones de travail), la pénalité précédemment définie sera appliquée au titulaire. La date de début du décompte T0 sera déterminée à J+1 de la date de notification par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre. La notification sera faite par courriel adressé au titulaire ou au travers du compte rendu de chantier hebdomadaire

Pénalité forfaitaire : Absence du port de la carte d'identification professionnelle.,
100.00 € HT par constat.

6-2 Pénalités relatives à la clause d'insertion sociale

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du contrat, les chargés de projet « Clause insertion professionnelle » veilleront au respect des engagements pris par l'entreprise.

La nature et les modalités de transmission des pièces justificatives sont précisées à chaque titulaire avec les chargé(e)s de projet « clause d'insertion ».

En cas de difficultés à remplir son engagement en matière d'insertion professionnelle, l'entreprise doit, sous huitaine, informer le maître d'ouvrage, par recommandé avec accusé de réception, des difficultés éventuelles rencontrées pour respecter son engagement et le service d'accompagnement chargé du suivi doit alors étudier avec l'entreprise les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs assignés.

En cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la clause insertion, et pour un manquement imputable à l'entreprise, le titulaire du contrat pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 50 € HT par heure d'insertion non réalisée par rapport à ce qui est

prévu par le contrat. Le titulaire du contrat sera exonéré de pénalités relatives aux heures d'insertion non effectuées si le montant de ces dernières ne dépasse pas 150 € HT

Article 7 : Sécurité et protection de la santé

7-1 Plan de prévention

Lors de la notification du contrat, un plan de prévention sera établi entre les titulaires et la Direction du Patrimoine de l'Université.

Ce plan de prévention devra également être validé par les entreprises sous-traitantes qui auront fait l'objet d'une acceptation préalable par le maître d'ouvrage et d'un agrément de ses conditions de paiement dans le respect de l'article L2193-1 du Code des Marchés Publics.

7-2 Coordination SPS

Pour prévenir les risques liés à la co-activité entre les intervenants, une coordination SPS sera mise en place, conformément aux articles R-4532 du code du travail.

Dans le cadre de cette coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.), par le titulaire, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité.

Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Les sous-traitants qui auront fait au préalable l'objet d'une acceptation par le Maître d'Ouvrage et d'un agrément de ses conditions de paiement dans le respect de l'article L2193-1 du Code des Marchés Publics seront tenus de réaliser une inspection commune préalable. Cette dernière sera réalisée en présence du titulaire « rattaché » à la sous-traitance.

Dans tous les cas, les plans particuliers devront être remis au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), avant le début des travaux.

Article 8 : Protection du travailleur et conditions de travail

8-1 Dispositif de lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-1 du Code du Travail, le titulaire est tenu de joindre à son dossier de candidature les pièces suivantes :

- les pièces prévues aux articles D. 8222-4 et D. 8222-5 du Code du Travail s'il est établi en France ou celles prévues aux articles D. 8222-6 à D. 8222-8 du même code s'il est établi à l'étranger.
- les pièces prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement que sont les URSAFF, les caisses de mutualité sociale agricole et ce dans les conditions de l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité Sociale.

En cours d'exécution du contrat, le titulaire est tenu de fournir tous les 6 mois les pièces exigées ci-dessus.

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, le titulaire encourt des pénalités dont le montant sera de 5% du montant du contrat sans que cette pénalité ne puisse excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à L. 8222-6 du Code du Travail, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit soit d'appliquer les pénalités définies dans le présent CCAP, soit de rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et au risque du titulaire.

Conformément à l'article L8291-1 du Code du Travail, la carte d'identification professionnelle sécurisée des salariés du secteur du BTP est obligatoire pour toute personne travaillant sur un chantier. Les intervenants sur chantier de l'entreprise titulaire (inclus les sous-traitants ayant fait l'objet au préalable d'une acceptation par le Maître d'Ouvrage et un agrément de ses modalités de paiement) sont tenus de porter de manière visible cette carte d'identification professionnelle. A défaut ils seront selon les situations soit interdire l'accès au chantier soit en être immédiatement exclus par le Maître d'Ouvrage ou son représentant

8-2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet
Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.
Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du présent CCAP.
Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

Article 9 : Préparation, coordination et exécution des travaux

9-1 Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période préparation est fixée à 30 jours.

Pendant cette période, les opérations suivantes devront être réalisées :

- Par le titulaire du contrat :
 - Un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier, des ouvrages provisoires et du plan de sécurité et d'hygiène, un planning détaillé de l'opération (signé par l'entreprise et les éventuels co-traitants).
 - Un dossier d'exécution comprenant les plans, calculs et fiches techniques produits du projet
 - Un dossier comprenant toutes les DICT
- Par les soins du maître d'œuvre :
 - Une réunion préparatoire de coordination avec les différents intervenants
 - L'étude et l'analyse des éléments transmis par les entreprises

Seuls les travaux préparatoires validés par la MOE pourront permettre le commencement des travaux.

9-2 Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre. Ces documents seront impérativement exécutés en DAO sur logiciel AUTOCAD version 2010, à la date d'élaboration des plans.

9-3 Visas

La phase Visas débute au démarrage de la période préparatoire et prend fin 2 semaines calendaires après le début du démarrage des travaux.

9-4 Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

Le titulaire est tenu de mettre à disposition du Maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur utilisation.

9-5 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les éventuels vérifications et essais tant qualitatifs que quantitatifs sont identifiés dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP).

Le Maître d'ouvrage ou son représentant, sur proposition du Maître d'œuvre, peut décider de faire exécuter des essais et vérification en sus de ceux définis dans le contrat :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le Maître d'Ouvrage

9-6 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

Installation des chantiers de l'entreprise

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Le projet des installations de chantier indique, également, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ;

Les conditions d'hébergement et d'hygiène devront être toujours adaptées aux effectifs présents sur le chantier.

Accès au chantier

Le titulaire devra la mise en place de clôture pour délimiter le chantier durant la totalité des travaux

Article 10 : Implantation des ouvrages

Piquetage général

Le piquetage général sera réalisé contradictoirement, dans les conditions de l'article 27.2.3 du C.C.A.G.-Travaux, entre le titulaire et le maître d'œuvre.

Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Conformément à l'article 27.3 du C.C.A.G.-Travaux, le maître d'ouvrage réalisera les sondages des ouvrages souterrains et transmettra les résultats au titulaire, en vue de leur report exact sur le terrain par un piquetage spécial et le plan de piquetage général.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 15 jours avant la date de commencement des travaux.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage, pendant toute la durée du chantier.

Article 11 : Études d'exécution et cellule de synthèse

11-1 Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre et du bureau de contrôle avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.-Travaux, à savoir : le titulaire fournit au maître d'œuvre l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution du ou des ouvrages qu'il doit réaliser. Tous ces documents sont datés, identifiés et authentifiés par le titulaire ou par son représentant. S'ils sont transmis sous forme électronique, tous ces documents doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec le logiciel version Autocad 2010.

S'ils sont transmis sous forme papier, tous les documents doivent être fournis au maître d'œuvre en deux exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction.

Le circuit de transmission détaillé des documents sera précisé lors de la réunion de démarrage du chantier.

11-2 Cellule de synthèse

Une cellule de synthèse sera mise en place, elle sera animée par le maître d'œuvre.

Les titulaires des lots seront tenus de se présenter et de fournir les éléments nécessaires lors de ces réunions de synthèse, sur convocation du maître d'œuvre

Article 12 : Gestion des déchets de chantier

Le candidat indiquera dans son offre le schéma d'organisation et de gestion des déchets, qu'il mettra en place sur les chantiers et au sein de son entreprise dans le respect de la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du contrat, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Le code de l'environnement précise que tout producteur et détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers

Le titulaire devra s'assurer que son prestataire est bien habilité à prendre en charge ses déchets et que leur gestion et traitement s'effectuent conformément à la réglementation

D'autre part, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les « chutes » résultant de ces interventions.

Article 13 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

13-1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et déchets devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour défini dans le planning des travaux et à minima un jour avant la réception du chantier

13-2 Essais et contrôles des ouvrages

Les entreprises devront effectuer au minimum, avant réception et à leur charge, les essais et vérifications, validés par les attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC), dans la mesure où ils s'appliquent aux installations techniques concernés.

Ces attestations devront être envoyées pour examen au Maître d'œuvre.

Le Maître d'Ouvrage ou son représentant, sur proposition du Maître d'œuvre, se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le contrat.

Les premiers essais, définis par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage ou son représentant, seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge du titulaire. Le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

13-3 Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40.1 du C.C.A.G. Travaux. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Conformément au C.C.T.P. et par dérogation à l'article 40.1 du C.C.A.G. Travaux, les Dossiers des Ouvrages Exécutés seront à fournir en 2 exemplaires papiers couplés à une version numérique.

Les plans d'exécution seront transmis au format autocad 2010.

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés au présent article, une retenue forfaitaire provisoire de 200,00 euros Hors Taxes sera opérée.

13-4 Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement du montant initial du contrat est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Les travaux supplémentaires devront faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'Ouvrage et un ordre de service d'exécution devra être émis (Bon de commande complémentaire, valant ordre de service).

Article 14 : Réception des travaux

14-1 Dispositions applicables à la réception

La réception définitive a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux; elle prend effet à la date de cet achèvement.

Le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sont avisés par le titulaire de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux C.C.T.P.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

Les garanties constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du contrat, débiteront à la réception de l'ouvrage.

A défaut de la réalisation d'une opération de réception, le mandatement, par l'Université, du solde du bon de commande vaut réception des travaux.

14-2 Réception partielle et prise de possession anticipée

Sans objet

14-3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet

14-4 Levée des réserves

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG Travaux, les levées des réserves seront réalisées dans un délai maximal fixé à un mois. Au cas où ces travaux ne seraient pas réalisés dans ce délai, le Maître d'Ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Article 15 : Garanties et assurances

15-1 Délais de garantie

La date de réception globale sera la date de référence permettant le calcul des dates de fin de garanties : garantie de parfait achèvement (1ans), garantie biennale (2ans) et garantie décennale (10ans).

Conformément à l'article 44.2 du C.C.A.G. Travaux, les délais pourront être allongés par décision du pouvoir adjudicateur.

15-2 Garanties particulières

Sans objet.

15-3 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil, et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Article 16 : Résiliation du contrat

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du contrat, sont applicables.

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du C.C.A.G.-Travaux avec la précision que le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le contrat.

En cas de non-respect des dispositifs de lutte contre le travail dissimulé, les conditions de résiliation énoncées à l'article 8 du présent C.C.A.P. sont applicables.

Article 17 : Clauses complémentaires

17-1 Correspondance.

Toute correspondance relative au contrat doit être rédigée en français.

Elle devra être adressée à :

Monsieur le Président de l'Université de Bretagne Occidentale
Service de la commande publique
3 rue Matthieu Gallou - CS 93837
29238 BREST CEDEX 3.

17-2 Prolongation des délais, sursis, pénalités.

Le Président de l'Université de Bretagne Occidentale signera les décisions relatives aux octrois de prolongation de délais ou de sursis de livraison ainsi que celles concernant les exonérations de pénalités.

17-3 Site occupé

Le chantier se déroulera au sein du campus universitaire, à proximité de bâtiments d'enseignement.

Par conséquent, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'interrompre le chantier pour des raisons de contraintes inhérentes à l'activité du site, et notamment des périodes d'examens.

Le nombre de jours d'immobilisation sera ajouté au délai global de réalisation du chantier.

Le titulaire ne pourra pas faire valoir ces arrêts pour justifier une rémunération complémentaire ou bien pour justifier de son propre retard de réalisation.

Article 18 : Droit et langue

En cas de litige relatif à l'exécution du contrat, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents. Dans le cas présent, seul le Tribunal Administratif Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 19 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 6.1 déroge à l'article 19.2.1 du C.C.A.G.-Travaux

L'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux

L'article 13.3 déroge à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux

L'article 14.4 déroge à l'article 41.5 du C.C.A.G. Travaux